

Écrans: l'Éducation nationale doit «balayer devant sa porte», estime Attal

Par Le Figaro avec AFP

Publié le 30/04/2024 à 17:10, Mis à jour le 30/04/2024 à 19:38

Un rapport, remis mardi à Emmanuel Macron, préconise notamment l'interdiction des écrans pour les plus jeunes et leur encadrement pour les adolescents.

L'Éducation nationale doit «*balayer devant sa porte*» sur la question de l'utilisation des écrans, a estimé mardi le premier ministre Gabriel Attal, prévenant que certaines politiques allaient devoir être «*repensées*». [L'usage des écrans par les enfants et les adolescents est au cœur d'un rapport](#), remis mardi à Emmanuel Macron, qui préconise notamment leur interdiction pour les plus jeunes et leur encadrement pour les adolescents. Sur cette question, «*tout le monde doit balayer devant sa porte, y compris l'État et l'Éducation nationale et les collectivités locales impliquées dans l'Éducation nationale*», a déclaré le chef du gouvernement devant l'Assemblée nationale.

«*C'est vrai que dans un certain nombre d'établissements, de collectivités, les manuels ont été remplacés par des écrans*», a poursuivi Attal. «*Je ne suis pas technophobe à considérer qu'il faut proscrire tout écran. Il peut y avoir une visée pédagogique et un intérêt pédagogique. Mais l'écran pour l'écran n'a aucun intérêt, il peut être dangereux et donc on devra repenser aussi un certain nombre de politiques qui sont aujourd'hui menées dans nos services publics, notamment dans l'éducation*», a-t-il ajouté.

Lutter contre «l'hyperconnexion»

Dans un rapport remis mardi au chef de l'État, la commission d'experts chargée de plancher sur la question des écrans par l'exécutif a émis une série de recommandations pour lutter contre «*l'hyperconnexion subie*» des enfants. La commission déconseille entre autres l'équipement individuel en élémentaire et appelle à [un encadrement](#) du déploiement d'outils à vocation pédagogique. Les experts souhaitent également l'interdiction des ordinateurs et téléviseurs dans les crèches et les classes maternelles et appellent à des «*actions renforcées*» auprès des assistantes maternelles.

Ces mesures figurent dans une proposition de loi portée par deux députés LR, Annie Genevard et Antoine Vermorel-Marques, une initiative parlementaire à laquelle Gabriel Attal a apporté son soutien mardi en indiquant souhaiter que cette PPL «*puisse être reprise et adoptée*.»

La rédaction vous conseille

- [Interdire TikTok jusqu'à 18 ans : les recommandations de spécialistes de l'addiction aux écrans](#)
- [Éduquer les parents plutôt qu'interdire: les premières pistes de la «commission Écrans»](#)
- [Interdiction ou limitation des écrans aux enfants: comment vont travailler les experts réunis par Macron](#)

Sujet

- [gabriel attal](#)